

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

LUNDI
12
JANVIER
1976

N° 81
1,50 F
Belgique : 15 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

ARMÉE

**toujours
11 emprisonnés
EXIGEONS
L'ARRET
IMMEDIAT DES
POURSUITES**

Dès l'annonce de l'inculpation de soldats et de syndicalistes devant la Cour de Sécurité de l'état, les travailleurs se mobilisèrent pour dénoncer cette grave atteinte aux libertés démocratiques. Ils engagèrent une lutte pour obtenir la libération immédiate de tous les emprisonnés, ainsi que l'arrêt de toute poursuite.

L'offensive du gouvernement giscardien contre les syndicalistes, au-delà même de la question de l'atteinte au moral de l'armée, révèle sa volonté de remettre en cause le droit de grève et les libertés démocratiques de la classe ouvrière. Ceci est rendu encore plus évident par des perquisitions chez des militants syndicaux de Blaupunkt pour fait de grève, de même que les licenciements de délégués et d'ouvriers combattifs à la suite de grèves (comme Paris/Rhône à Lyon), les sommes de «dommages et intérêts» demandés aux syndicats d'Air France, ou les assauts systématiques des flics contre les usines occupées (DBA, Clark...).

Or les syndicalistes, les travailleurs se heurtaient, dans un premier temps, aux hésitations, aux louvoisements de l'union de la gauche qui laissa la CFDT seule pour organiser les premières manifestations de riposte. Et lors des manifestations du 18 décembre, le PCF réussissait même le scandaleux tour de force de faire le silence sur les emprisonnés. Alors, dans de nombreuses villes de France, les manifestants qui exigeaient la libération de leurs camarades, qui luttèrent pour les libertés démocratiques, réalisaient leur unité en formant un cortège bien séparé de celui que dirigeait le PCF. Ils affirmaient ainsi leur vigoureuse opposition à l'attitude et la politique des révisionnistes.

Et voici que samedi, Marchais, dans une lettre adressée aux partis de gauche et aux syndicats CGT, CFDT, FEN, se félicite de leur appel du 15 décembre «à la réplique de masse contre les nouvelles atteintes aux libertés» et du succès du rassemblement du 18 décembre où «des centaines de milliers de travailleurs et de démocrates manifestaient dans toute la France à notre appel». Il se propose maintenant «une nouvelle réunion commune... pour de nouvelles démarches».

Cette démarche de Marchais n'est pas seulement révoltante et sinistre. C'est une véritable manœuvre qui s'insère dans ses tentatives de saper le mouvement de lutte des travailleurs. Car, non seulement le PCF s'est refusé à prendre la défense des soldats et syndicalistes emprisonnés (attendant la veille de Noël pour demander une «libération provisoire»), mais il s'oppose aussi aux luttes des travailleurs pour leurs revendications. Quand il ne peut les empêcher, il les isole, les morcelle branche par branche, secteur par secteur, usine par usine.

suite page 4

sahara occidental

Nous sommes tous prêts à mourir pour arracher l'indépendance

de notre envoyé spécial

voir page 6



GREVE GENERALE

à
Madrid

De Madrid, par téléphone

voir nos informations page 8

Un mot d'ordre unitaire de grève générale a été donné pour la journée d'aujourd'hui par les syndicats clandestins de la ville de Madrid. Alors que, de toute part, et même dans les milieux de l'opposition «démocratique» (notamment du côté du P«C»E), on laissait subsister de graves illusions sur la possibilité d'une «évolution pacifique» du régime, la Brigade Politico-Sociale, police du régime franquiste, arrêtait dans la nuit de vendredi plusieurs leaders ouvriers connus, qui avaient pris la tête des dernières luttes dans la capitale espagnole.

Le seul langage que puisse comprendre Juan Carlos, le seul susceptible de conquérir la liberté pour les peuples d'Espagne, c'est celui de la lutte unie des travailleurs, celui qu'il entend aujourd'hui, celui qu'il ne cesse d'entendre depuis plusieurs jours, comme en témoigne la correspondance que nous avons reçue de Madrid.

LE PATRON FLINGUEUR EN SEMI-LIBERTÉ

C'est Lecanuet qui à plusieurs reprises et encore tout récemment s'indignait des remises de peine et réclamait plus de fermeté vis-à-vis des emprisonnés. On se souvient encore des éclats de Poniatowski contre «le laxisme des juges». Un nouveau scandale vient leur donner raison. On apprend en effet qu'un juge d'application des peines a accordé la mise en semi-liberté d'un dangereux individu condamné il y a deux mois à 12 mois de prison dont 4 avec sursis. Comme si cette peine n'était pas déjà scandaleusement indulgente pour le délit commis. Le dénommé Dezzuto avait tiré de sang froid avec son fusil de chasse sur un groupe d'ouvriers, l'un d'eux gravement atteint aux jambes avait dû être hospitalisé. L'indulgence dont a fait preuve la justice ne suffisait

donc pas puisque voici Dezzuto en presque liberté.

Nous ne doutons pas que Messieurs Lecanuet et Poniatowski réagiront comme il convient devant ces faits, et qu'ils obtiendront que le délinquant purge la totalité de sa peine. Nous refusons de croire qu'ils se laisseront impressionner par le statut social de ce Dezzuto.

Certes, il s'agit d'un gérant d'une entreprise qui rendu furieux par la grève de ses ouvriers avait tiré sur le piquet de grève. Mais on ne s'arrête pas en France à de telles considérations, nul doute que pour un ouvrier tirant sur son patron, le comportement des juges aurait été le même, il n'y a pas de justice de classe en France, Monsieur Lecanuet l'a dit.

La raison invoquée par le juge d'application des peines : préserver l'emploi d'une centaine d'ouvriers qui ne peuvent travailler sans gérant est un bien mauvais prétexte. Dezzuto serait-il irremplaçable ? Les ouvriers ont-ils réellement besoin d'un gérant pour travailler ? Lorsqu'ils étaient en grève, justement pour défendre leur emploi, qui s'est alors soucié d'eux ?

On pourra certes objecter que Dezzuto n'est qu'en semi-liberté. Mais qu'est-ce que cela veut dire, sinon qu'il sera constamment sous surveillance... comme ses ouvriers, à la seule différence qu'il ne travaillera pas.

remaniement technique pour une politique inchangée

Giscard a annoncé hier la date du remaniement ministériel dont on entend parler depuis près d'un mois. C'est ce soir en effet qu'on connaîtra les noms des ministres et secrétaires d'Etat qui seront exclus, et ceux des nouveaux élus.

Giscard a pris la précaution d'annoncer qu'il s'agit non d'un «bouleversement», mais d'un simple «réaménagement technique». Il annonce ainsi la couleur : pas de valse spectaculaire des portefeuilles, pas de nouvel équilibre entre les clans qui se partagent aujourd'hui le pouvoir.

C'est dire combien cette initiative est anodine : il est évident qu'elle ne changera en rien la politique giscardienne. Dans ces conditions, on peut se demander la raison qui pousse Giscard à changer quelques têtes secondaires. Il s'agit d'abord, pour lui, de remédier - du moins d'essayer - à l'usure de l'équipe actuelle : un an et demi après les nominations de mai 1974, les ministres, le gouvernement dans son ensemble ont fait amplement la preuve du caractère illusoire du changement promis au moment de l'élection. Giscard, à travers le remaniement, veut donner l'impression d'une nouveauté dans l'action gouvernementale. Mais il ne convaincra personne.

Serge LIVET

suite page 4

la vie du journal

dans notre courrier

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 Paris
de 8 h. 30 à 13 h.

votre ouverture sincère à la critique et à la discussion

Je suis avec intérêt la publication du Quotidien du Peuple et ses progrès. Le peuple a effectivement besoin d'un journal où il puisse s'exprimer et s'informer : cela devient urgent.

Des défauts demeurent cependant. Je ne les indiquerai pas tous, car ce serait reprendre votre auto-critique parue dans le dernier numéro de l'année 1975. Je veux d'abord insister sur la nécessité de donner un caractère plus concret à vos articles et reportages. L'humanité ne se compose pas que de statistiques, il faut décrire, montrer, le peuple : paysans de Bretagne, des landes, pé-

cheurs, mineurs... Il faut évoquer avec précision mais aussi avec un minimum d'art, les paysages dans lesquels ils vivent. Cela convaincra davantage les lecteurs en leur permettant de mieux se représenter les conditions de vie, les habitudes et finalement le raisonnement de ces catégories sociales, qui sans cela risquent de demeurer pour eux trop abstraites. Enfin cela rendra la lecture plus agréable. Evitez également le style slogan. Un mot d'ordre peut conclure une démonstration, il ne saurait servir de démonstration. Sinon on risque de ne pas persuader. Attention aussi à la qualité et à la correction du français.

Il faut également vous efforcer de couvrir toute l'actualité en donnant de nombreuses informations, même brèves et sans commentaire, pourvu qu'elles soient précises. Sans cela on est obligé d'acheter un autre journal pour compléter son tour d'horizon.

Je pense que vous remédiez à ces défauts d'autant plus vite que vous les avez déjà reconnus. J'apprécie d'ailleurs beaucoup votre ouverture sincère à la critique et à la discussion.

A.W. PONTOISE.

les bons vœux de la direction

Depuis 4 semaines, les ouvriers de l'aciérie ne viennent pas au travail le samedi soir. Ils exigent leur repos du samedi de nuit.

Les patrons refusent de céder car leur projet est de mettre les travailleurs en « feux continus » (travail en 4 x 8, y compris le dimanche).

Toutes les manœuvres sont bonnes pour tenter de s'opposer à cette juste revendication en particulier :

- arrachage des affiches et tessins syndicaux pour soutenir la revendication.

- tentative de faire travailler les pontonniers à la place des grévistes.

Les pontonniers refusant cette manœuvre ont été renvoyés chez eux lundi, ils se sont mis en grève pour protester... C'est alors les autres aciéristes qui ont été renvoyés !

La revendication est très populaire. La lutte se mène avec la section C.F.D.T., la direction

Néanmoins, l'amélioration de la situation passe d'abord par le rétablissement de la production à un niveau normal. L'intérêt de tous ceux qui sont attachés à cette usine est évident : il faut tout faire pour assurer la production quand les commandes le permettent. Aussi, ne peut-on que blâmer très sévèrement les quelques irresponsables qui se sont coupés de la solidarité avec l'ensemble des travailleurs de Pompey et, pour atteindre des satisfactions personnelles, ont cherché ces derniers jours à créer des interruptions de travail. Leur activité est néfaste pour tous. Si elle ne remet pas en cause la confiance que mérite l'ensemble du personnel de Pompey, elle compromet cependant la poursuite de la politique que, malgré les pires difficultés, nous avons pu pratiquer en 1975.

En conclusion, 1976 sera peut-être une année de reprise, mais elle ne sera bénéfique pour tout le monde que si notre cohésion est complète, dans les bons jours aussi bien que dans les mauvais jours.

Je vous souhaite, chère Madame, cher Monsieur, à vous-mêmes et à tous les vôtres, une très bonne année.

J. CANTENOT.

de la C.G.T. ignorant l'action...

Il est possible de faire l'unité des travailleurs de toute l'usine, comme l'indique le tract de la C.F.D.T. sur les revendications :

- les 40 h,
- repos samedi de nuit,

- 5ème équipe pour les feux continus.

Les sidérurgistes sauront répondre aux « bons vœux » des patrons traitant les grévistes d'« irresponsables ».

voir encart ci-dessus
Un travailleur des aciéries POMPEY.

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, des calendriers, affiches et cartes postales en couleur sont à votre disposition

calendrier : 10 F



UNE DES CONDITIONS POUR PRÉPARER LA VICTOIRE DU PEUPLE (MARTIN) EST LA LUTTE OPPOSABLE CONTRE L'OPPORTUNISME, LE PÉPÉRISSAGE ET AUTRES MANÈGES ET COMBATS SÉPARÉS. (LIP)

1976	janvier				le quotidien du peuple
lun	5	12	19	26	
mar	6	13	20	27	
mer	7	14	21	28	
jeu	1	8	15	22	29
ven	2	9	16	23	30
sam	3	10	17	24	31
dim	4	11	18	25	

21 janvier 1986 - après le Lituanien
22 janvier 1986 - après le Lituanien
23 janvier 1986 - après le Lituanien
24 janvier 1986 - après le Lituanien
25 janvier 1986 - après le Lituanien

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie.....
(nom précis de la librairie)
au kiosque.....
de Monsieur..... rue..... n°..... ville.....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt.....(nombre)

communiqués

XIVème JANVIER 76
FORMATION, EMPLOI,
CHÔMAGE

MARDI 13 JANVIER
SOIRÉE THÉÂTRE Atelier Théâtre d'Aujourd'hui
20 h 30 - M.J.C.

SAMEDI 17 JANVIER
FORMATION SCOLAIRE -
FORMATION PROFES-
SIONNELLE Film, montage
diapos, débats, à 20 h 30
salle des Fêtes, Lycée
Villon, 6, av. Sangnier 14°

MARDI 20 JANVIER
SOIRÉE CABARET :
LA CHANSON OFF à 21 h
F.J.T. Didot 41, rue Didot.

VENDREDI 23 JANVIER
Films, débats 21 h FJT
Didot, 41, rue Didot 14°
Migration - Immigration.

MARDI 27 JANVIER
VIE AU FÉMININ travail
des femmes, films et dé-
bats. 20 h 30 M.J.C.

SAMEDI 31 JANVIER
14 h à 18 h : Débat conclu-
sion du «mois». A partir de
21 h : SOIRÉE ROCK avec
le groupe SOHO au F.J.T.

INITIATIVES
ORGANISÉES PAR :
Comité Local CLAJ XIV°
MJC Porte de Vanves
Bénédicti-FJT Didot-Vivre
dans le XIV°-UL Pa rents
d'élèves Fédération Cornec
Groupe Femmes XIV°
Groupe Femmes I.N.S.E.E.
C.F.D.T. 14°-U.F.F. XIV°
Comité Chômeurs XVème.

Réunion de lecteurs
du Quotidien
lundi 12 janvier - 20 h 30
26 rue Jules Guesdes
Paris 14° - Métro Pernety

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne
10 F 50 F 100 F F

Nom.....
Profession.....
Adresse.....
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

envoyez ce bon avec l'argent. Il vous sera retourné rapidement en guise d'accusé de réception.

Depuis quelques mois on voit surgir sur les portes des cités HLM une triste floraison de feuilles bleues : « Vente par autorité de justice ». Des familles frappées par le chômage, la hausse des prix ou la maladie ne peuvent s'acquitter à temps de la taxe de télé de leurs loyers, de leurs impôts ou de dettes contractées pour des achats de meubles. Ces familles aujourd'hui sont des milliers qui subissent les méthodes révoltantes de la saisie. Sous la protection d'officiers de police, accompagnés ou non d'un serrurier, l'huissier s'introduit chez vous. Si vous êtes absent il fracture la porte quelquefois devant les enfants bouleversés, restés seuls à la maison et emporte les biens représentant cinq, dix, vingt fois le montant de la dette.

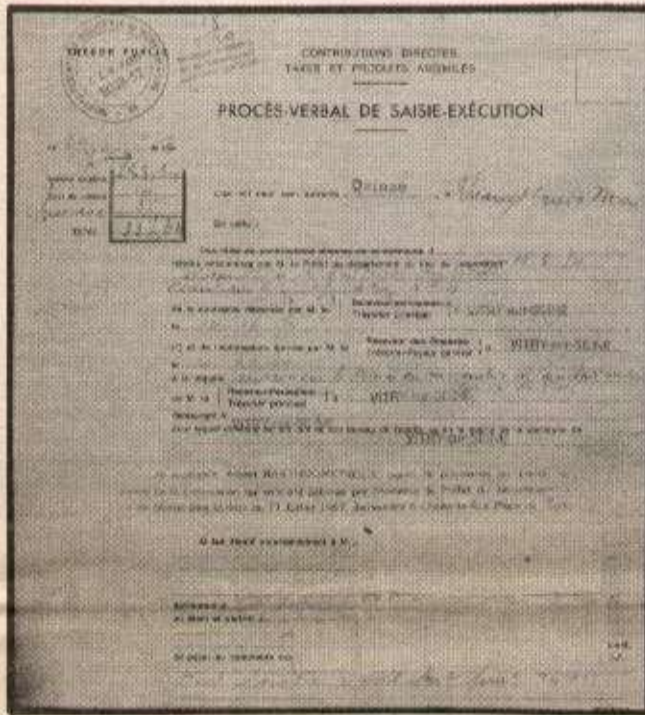
Vol, effraction et violation de domicile voilà ce qu'est la saisie. C'est cela le respect de la loi.

LA SAISIE C'EST LE VOL AVEC EFFRACTION

La gauche et les saisies

LA MAIRIE DE VITRY (P«C»F)

un exemple de saisie



On se souvient de la mobilisation il y a peu contre 52 saisies à la cité des Marronniers (120 familles) suite essentiellement à des impôts immobiliers non payés. La perception avait été occupée et le lendemain, maire et adjoints étaient contraints de s'expliquer devant les locataires.

«Agissez ! Prévenez les élus !

C'est le slogan des nombreuses affiches collées dans les mairies P«C»F. L'exemple de Vitry montre ce qu'il en est dans la réalité. Ce que veut Marcel Rosette et les élus, c'est de pouvoir «recevoir» le travailleur saisi de façon à individualiser son cas, à étaler les paiements et faire jouer un certain nombre de fonds sociaux (dont le FAS constitué sur le dos des travailleurs immigrés. Conf.

QDP n° 80). Mais ils ne sont pas contre le principe même de la saisie (il n'en est même pas fait mention dans le programme commun de la gauche). A quoi sert d'étaler les paiements quand de toute façon on ne peut pas payer ?

En fait l'action collective des locataires est la seule voie efficace pour faire reculer l'huissier. Mais dans l'action se posent des questions : «Comment se fait-il que de telles choses se produisent dans une mairie «communistes» ? La mairie ne fixe-t-elle pas le montant des impôts locaux ? Cela ne va-t-il être pareil s'ils sont au gouvernement ? Et c'est de cette réflexion que le P«C»F a peur. Lui qui a fait de la gestion des municipalités, la vitrine de sa bonne volonté à gérer l'Etat capitaliste, se retrouve alors contesté com-

me n'importe quel agent du pouvoir central. C'est ce que montrait Rosette aux locataires : «Je n'y suis pour rien, c'est le percepteur», «Que voulez-vous que je fasse : que je démissionne ?»

LA GESTION DEMOCRATIQUE ET LA CRISE

Vitry proche banlieue de Paris, est elle aussi touchée par les mêmes phénomènes d'urbanisme que la capitale.

La composition de classe de la population se modifie.

Catégorie sociale	1962 % de la population active	1968
ouvriers	28,4%	43,8%
employés	21%	23,4%
cadres moyens	11,5%	14,1%
cadres supérieurs et professions libérales	4%	4,8%

Ainsi à Vitry même les ouvriers progressent en nombre, ils reculent en pourcentage tandis que progressent les cadres, professions libérales et employés. Le phénomène s'est encore amplifié avec la faillite d'un certain nombre d'entreprises, et les licenciements. La politique municipale du P«C»F reflète dans ses choix cette modification et s'efforce de gagner ces couches nouvelles d'électeurs tout en ménageant la classe ouvrière. Ainsi est détruit le centre-ville et sont construites à grands frais des tours de bureau qui devraient permettre à ces cadres et employés de travailler sur place. Mais, concurrence des tours de la Défense, les bureaux ne se vendent pas ! D'où la revendication de la mairie : continuation de la ligne de métro jusqu'à la mairie (ce qui ferait d'une pierre deux coups - argument pour faire vendre les bureaux et satisfaire des habitants fatigués des transports).

Cette politique municipale d'union avec la petite bourgeoisie se retrouve dans bien des domaines par exemple, le domaine culturel : construction d'une patinoire, ensemble chorégraphique bourgeois de Caserta, atelier municipal d'arts plastiques, troupes de majorettes invitées à la fête des lilas, etc...

Mais aujourd'hui avec la crise le pont devient de plus en plus difficile à maintenir entre les cadres et la classe ouvrière. La municipalité révisionniste est coincée dans ses choix de classe. Ainsi elle écrit dans son dernier bulletin «Il fallait choisir entre réduire les services rendus à la population ou augmenter les impôts. Conscient des difficul-

tés des familles, le conseil a limité cette hausse à 10%»

Il en est de même pour les HLM où ils posent ainsi le problème : «Augmenter le loyer ou limiter l'entretien des immeubles»

L'ENJEU POLITIQUE DE LA LUTTE DES LOYERS

Ainsi, individualiser les cas, éviter la mobilisation collective (ou la faire dévier dans des pétitions) est pour le P«C»F une nécessité politique. La lutte, par les questions qu'elle fait surgir remet en cause leur gestion. La question que posent les saisies est en définitive : qui doit payer la crise ?

La réponse de la municipalité est d'essayer de ménager la chèvre et le chou, les cadres et les masses, tout en gommant les abus les plus criants, les situations les plus désespérées, en faisant agir les fonds de réserve genre FAS. C'est une politique qui devient de plus en plus difficile.

Sous-jacente à la saisie, par son mécanisme même se trouve la question du rôle de l'appareil d'Etat : de sa justice (l'huissier), de sa police (le commissaire), et de ses grands principes idéologiques (la propriété privée). C'est cela qui se trouve mis à nu dans la saisie.

Faiblesse du révisionnisme, nature de classe de l'appareil d'Etat voilà ce dont doivent se saisir les révolutionnaires pour faire avancer la société nouvelle socialiste par la révolution prolétarienne.

Marc BERGER

'si l'huissier vient, on va le virer..'

Dans l'escalier A de la cité des Marronniers, est posé un papier bleu... «Vente par autorité de justice».

Le 9 janvier : un téléviseur et sa table, une banquette et deux fauteuils, un bahut Regency et une table... suite à une redevance impayée de télévision depuis 72. Et pour cause : à la suite d'un incendie où ont brûlé également les meubles, et la dite télévision a complètement brûlé. Aujourd'hui c'est la majoration aidant, 320 F que le fisc réclame.

C'est la saisie ! Aux Marronniers ce n'est pas la première fois que les locataires et leur amicale se mobilisent contre les saisies. On se souvient encore des 52 saisies récemment empêchées et de l'occupation de la perception. L'amicale mobilise. Le Comité Populaire prévenu la veille prévient ses militants qui ne travaillent pas.

Le matin à 10 H un groupe parcourt la cité «Tous unis, nous avons fait reculer les huissiers, et aujourd'hui nous recommencerons, venez nombreux !». Aux Marronniers les locataires qui ont participé à l'action précédente sont là. A Balzac, cité

voisine, les gens se mettent aux fenêtres, discutent, descendent et suivent le groupe. Finalement c'est 40 personnes (le double de la dernière fois) qui se trouvent rassemblées au pied de l'escalier et qui resteront jusqu'à l'heure de l'école. Le camion de la mairie est là aussi. Un élu fait une courte apparition. Comme la première fois il y a d'un côté les locataires, de l'autre le camion municipal et quelques militants du P«C»F.

La gardienne fanfaronne «j'appelle les flics !» Ceux-ci ne viendront pas. L'huissier non plus. C'est la victoire. L'ambiance est à l'optimisme. Accompagnée à la guitare, une chanson est faite collectivement sur l'air du «Petit âne gris» d'Hughes Aufray.

*Y'avait une petite cité
Qui s'appelait Les Marronniers
Avec tous leurs problèmes
Les gens se rassemblaient
Il y en avait ras l'bol
Si l'huissier vient on va le virer
Ça pouvait plus durer
Il n'y aurait pas d'huissier*

*Explications, explications,
La vie augmente
Y'a plus de boulot
On est malade, ça continue
Mais jusqu'à quand
Mais jusqu'à quand*



Comme nous le disait Monsieur Lainé, président de l'Amicale, les gens sont de plus en plus révoltés par la saisie, ils sont de plus en plus concernés. De plus aujourd'hui avec les impôts locaux ils vont avoir des difficultés à pa-

yer. Nous avons obtenu la dernière fois une première victoire. Une idée a progressé, la saisie ce n'est plus une honte, on peut parler, on peut lutter.

C'est bien cela que montre l'action de vendredi.

*Pour pas crever
Il faut lutter
Il faut lutter*

Et ce couplet sur le P«C»F

*Il y avait le P«C»F
Ils s'étaient retranchés
Dans leur camion blindé
De la municipalité
Avec du bon café
Ils pouvaient se réchauffer
C'est pas trop difficile
La lutte embourgeoisée*

politique

suite de l'éditorial

Et si, dans son combat pour les libertés, la classe ouvrière se heurte nécessairement au PCF, c'est celui-ci ne défend pas, en réalité, celles des travailleurs. Dans son projet de «socialisme», qui est en fait un «capitalisme d'État», il envisage de confier le pouvoir et de réserver les libertés à une couche de cadres, d'ingénieurs et de fonctionnaires de comités d'entreprise. C'est pour cela qu'il réprime maintenant si farouchement, non seulement les révolutionnaires, mais tous les travailleurs qui s'opposent à son projet politique.

Contre la politique de chômage, de blocage des salaires, d'aggravation des conditions de travail qu'organise le gouvernement, les travailleurs engagés de nombreuses luttes. Et dans celles-ci se manifeste largement la nécessité de développer un puissant mouvement d'ensemble de la classe ouvrière pour vaincre, pour faire aboutir leurs revendications. Craignant cette profonde aspiration des travailleurs, le gouvernement tente d'en freiner la réalisation en portant atteinte dès aujourd'hui au droit de grève et aux libertés démocratiques.

Dans ces conditions, la lutte pour la défense des libertés démocratiques s'impose comme une nécessité vitale. Il s'agit pour la classe ouvrière de préserver et de développer ses moyens de lutte pour faire triompher ses revendications ; en menant cette lutte pour les libertés, en s'opposant à la répression politique et policière du gouvernement giscardien, la classe ouvrière développe son offensive contre le capitalisme. En portant des coups à la bourgeoisie en crise, la classe ouvrière et les masses populaires rapprochent la victoire de la révolution dans notre pays.

Fabien VAUDOIS

en bref
Pliouchtch exilé

Pliouchtch était attendu hier soir à Orly, en provenance de Vienne, sa première escale à sa sortie d'URSS. Jusqu'au dernier moment, il aura dû subir les sévices de ses geôliers en blouse blanche et de ceux qui osent se réclamer du socialisme alors qu'ils se comportent en bourreaux fascistes. Sa libération a été retardée de deux jours, et comme cadeau d'adieu, ses «infirmiers» l'ont gratifié d'une forte dose de neuroleptiques. C'est un homme brisé par quatre années d'internement psychiatrique, presque incapable de parler qui a débarqué à Vienne.

Malgré ce qu'il a enduré, Pliouchtch n'a pas cédé, il lui aurait pourtant suffi de reconnaître ses «torts» pour retrouver son poste de mathématicien. Il a refusé d'émigrer en Israël comme les autorités soviétiques ont tenté de l'y contraindre. Il n'a pu jusqu'à maintenant faire aucune déclaration.

Pliouchtch libéré, il reste des centaines de milliers d'opposants dans les camps et les asiles psychiatriques d'URSS, les travailleurs vivent sous la dictature féroce imposée par la nouvelle bourgeoisie au pouvoir qui les exploite.

le fasciste Spinola s'incruste à Paris

Expulsé d'Espagne, où il était considéré comme gênant, le général Spinola n'a pas hésité à revenir à Paris, où le gouvernement Giscard l'accueille toujours chaleureusement. La dernière fois qu'il est passé à Paris, c'était pour organiser le recrutement pour son organisation fasciste baptisée «Armée de Libération du Portugal». Le gouvernement a annoncé qu'il serait accueilli sans problème «sous réserve d'observer le devoir de neutralité politique». Le gouvernement ne pense pas, en effet, que préparer des activités subversives au Portugal, sorte de la «neutralité politique», puisqu'il s'agit d'activités fascistes. Pendant le même temps, Poniatowski n'hésite pas à expulser les révolutionnaires étrangers.

15 ouvriers morts a Hambourg

Un terrible accident du travail a coûté la vie vendredi à 15 ouvriers qui travaillaient dans la salle des chaudières d'un pétrolier en construction à Hambourg. Il y a eu par ailleurs 28 blessés. C'est un jet de vapeur à 500 degrés qui a jailli de la chaudière centrale, tuant les ouvriers. La sécurité, sur les chantiers navals allemands est donc ce qu'elle est en France : inexistante pour les ouvriers et sacrifiée à la soif de profit des patrons.

MARSEILLE
remue ménage dans la majorité municipale

Vendredi, petit remue-ménage dans la municipalité de Marseille. Deferre décide de se débarrasser de quatre de ses adjoints : Lombard (Républicain Indépendant), Goudreau (Centre National des Indépendants), Chélini et Agostini (Centre Démocrate).

Le prétexte avancé c'est que ces adjoints, lors d'un vote au dernier conseil municipal du 22 décembre, se sont opposés à une motion déposée par le PS condamnant le transfert des charges par l'État sur la commune à l'occasion de la construction d'écoles maternelles.

C'est un petit événement puisque le conseil municipal de Marseille, depuis 22 ans, repose sur une majorité composée d'une coalition «socialo-centriste». Et en dépit de la signature du programme commun, des accords PC-PS pour les élections législatives, Deferre persistait à administrer Marseille sans le PCF. Ceci est d'ailleurs depuis longtemps matière à querelle dans l'union de la gauche.

La décision de Deferre dépasse donc les simples circonstances d'un vote au conseil municipal. Les prochaines élections municipales se tiendront dans un peu plus d'un an et il s'agit de préparer de nouvelles alliances. En effet, depuis 1974, un certain nombre de membres de l'actuelle majorité municipale font également partie de la majorité présidentielle. Ceci ne pouvait que porter un coup à la crédibilité du PS. Il ne peut aujourd'hui se compromettre ouvertement avec des membres de la majorité giscardienne dans la

mesure où celle-ci, au-delà de sa prétendue volonté «réformatrice», développe une politique particulièrement réactionnaire et répressive.

Cependant le PCF se garde bien d'applaudir de deux mains cette initiative de Deferre car rien ne laisse prévoir qu'il sera sollicité pour une nouvelle majorité municipale. Alors que le PS est devenu le parti dominant de l'union de la gauche, il voudrait éviter d'offrir au PCF une meilleure place dans la municipalité de Marseille.



remaniement technique pour une politique inchangée

suite de la page 1

La politique d'ouverture vis-à-vis des socialistes, menée depuis un an, n'est pas encore suffisamment mûre pour qu'on voie ce soir entrer au gouvernement des politiciens de l'opposition. Aussi, le président choisit-il de faire tomber les têtes des ministres et secrétaires les plus discrédités, aux yeux de l'opinion, de ceux qui ont apparus comme les plus incapables, les plus inutiles. C'est pourquoi on parle des départs possibles de Jarrot, Tomassini, Sauvagnargues, Mmes Durlhac et Lesur.

Le remaniement annoncé ce soir aura donc, selon toute vraisemblance, tous les caractères d'une tempête dans un verre d'eau.

Paul LEFORT

iran: poursuivons la mobilisation contre le régime fasciste du chah

Hier dimanche à 14 h, les gens qui se promenaient aux abords de la cathédrale Notre Dame à Paris ont pu voir soudain flotter à son sommet une grande banderole réclamant la libération des détenus politiques en Iran. Cette action faisait suite à la campagne qui s'est déroulée cette semaine, depuis que la radio officielle iranienne a annoncé, le 31/12/75, la condamnation à mort de dix patriotes et révolutionnaires iraniens.

Dès le 6 janvier, à l'appel de l'UEIF (Union des Étudiants Iraniens en France), 80 étudiants iraniens, dont certains venus d'Allemagne, se sont mis en grève de la faim, soutenus par quelques étudiants tunisiens, grecs... Tout au long de cette semaine, l'UEIF a poursuivi cette action, organisant sur le lieu même de la grève, des débats, des soirées cinématographiques ou musicales particulièrement militantes avec des camarades palestiniens, tunisiens, grecs et français... «J'ai déjà suivi des grèves de la faim, nous déclarait un jeune médecin venu par solidarité assurer le contrôle médical, mais je n'ai jamais rencontré chez les grévistes une telle détermination politique!»

Samedi, dernière soirée de la grève de la faim, les grévistes sont toujours aussi déterminés, nombreux sont ceux qui sont venus apporter leur sou-

ten. Soudain, un camarade lit un message en persan, aussitôt tout le monde se lève, applaudit, c'est un message de soutien de l'Organisation des Combattants du Peuple dont plusieurs militants se trouvent parmi les condamnés à mort. Tous ceux qui sont là ne peuvent cacher ni leur joie, ni leur émotion : c'est la première fois que la solidarité, le lien étroit et indivisible existant entre les militants de l'intérieur du pays et ceux de l'étranger éclate ainsi aux yeux du monde!

L'écho rencontré en France comme dans le monde par les actions menées a montré la haine que suscite le régime fasciste iranien. En France, le vendredi 9, à Paris, Gare du Nord, l'intervention de quelques militants du PCR (ml) faite avec le soutien d'étudiants iraniens, recueillit le soutien très large des travailleurs présents qui reprenaient les mots d'ordre scandés. A l'étranger, il suffisait de voir le nombre des messages de soutien reçus des États Unis, d'Allemagne, de Hollande, d'Italie... où se déroulaient également des grèves de la faim ou des manifestations.

Par cette campagne, grâce au soutien apporté par de nombreuses organisations progressistes, anti-impérialistes et révolutionnaires, nous avons pu briser le mur du silence en France, et ceci, malgré

les pressions de l'ambassade d'Iran à Paris qui ne semble pas être étrangère au nettoyage ultra-rapide des inscriptions surgies dans le métro ; mais aussi

sur le plan international. Chah fasciste assassin ! Vive la lutte du peuple iranien !

Christine VAIVRE

message de l'Organisation des Combattants du Peuple d'Iran

Camarades !

Membres des Unions d'étudiants iraniens à l'étranger : Paris, Amsterdam, Cologne, Washington, Strasbourg, Rome, Canada...

Les luttes que vous menez pour soutenir le mouvement populaire iranien, ainsi que vos actions récentes pour la défense des courageux enfants du peuple qui ne se trouvent maintenant qu'à quelques pas du peloton d'exécution et dont le sang sacré peut à chaque instant rendre plus écarlate le seuil de la Révolution du peuple iranien, vos luttes, camarades, et en particulier vos grèves de la faim longues et pleines d'esprit de sacrifice que vous observez actuellement à l'étranger, dans les villes de Paris, Amsterdam, Cologne, etc... témoignent de votre solidarité révolutionnaire avec le peuple iranien et ses avant-gardes armés et témoignent aussi du fait que les enfants de notre peuple, où ils se trouvent, transforment leur milieu de vie en un champ de combat contre l'impérialisme et la dictature du Shah criminel.

Camarades !

De l'intérieur de bastion de la lutte armée du peuple en Iran, nous serrons sincèrement vos mains et souhaitons le succès de vos actions dans la défense et le soutien des luttes de notre peuple. Salut aux étudiants militants de l'étranger ! Que soit renforcée la liaison du mouvement étudiant à l'étranger avec le mouvement armé du peuple iranien ! Salut aux prisonniers politiques, ces gardiens de la cause du peuple ! A bas le régime fasciste du Shah, le mercenaire !

l'Organisation des Combattants du Peuple d'Iran
18 Dey 1354
(8 janvier 1976)

IMPRIMA : UNE LUTTE SANS CONCESSION

Le patron d'Imprima décide de liquider. Les causes : l'usine ne serait plus compétitive face à la concurrence des entreprises belges et italiennes. Mais, les travailleurs l'ont compris, ils n'ont pas à faire les frais des «difficultés» du patron. D'ailleurs, la lutte, ils connaissent : on sait qu'Imprima est née après la fusion de 2 entreprises dont Martel, qui avait déposé son bilan le 30 juin 1973. Les travailleurs de Martel, aujourd'hui menacés de licenciement à Imprima, avaient occupé leur usine pendant tout le mois de juillet et avaient produit pour se payer. Leur lutte avait permis que leur usine soit reprise. Alors aujourd'hui, ils sont décidés à se battre à nouveau. 105 licenciements planent dans les jours qui viennent, ce n'est pas possible d'accepter ça ! Mercredi, les travailleurs ont décidé de manifester à Lyon, en allant remettre leur lettre de licenciement à la préfecture, histoire de montrer qu'ils sont décidés à conserver leur emploi, si toutefois le patron ne l'avait pas encore compris. Ils ont décidé aussi d'accentuer la popularisation, en imprimant un journal.

Un délégué CGT disait l'autre jour : «On a assez fait les cons ! Ce qu'il faut démystifier, ce sont les 90 % c'est la carotte qu'on nous met en avant. Même si on les touche, ça ne va pas empêcher les licenciements !», «Il faut aussi démystifier l'histoire de la nouvelle société qu'ils veulent créer, car ils ont bien dit qu'ils réembaucheraient pas tout le monde». Un ouvrier disait aussi : «Se battre pour les 90 % ce n'est pas ce qu'il faut ! Il faut se battre contre les licenciements !» Comme on le voit, chez Imprima, il n'y aura pas de compromis, c'est sur des bases fermes qu'on se bat !

**BESANÇON
repression patronale
contre nos luttes**

Dans le Doubs, une dizaine de conflits sont en cours, les travailleurs luttent contre l'aggravation de leurs conditions de travail. A Juradou, coopérative d'affinage du fromage de Comté, les 150 ouvriers, avec la CFDT sont en grève depuis plus d'une semaine avec occupation des locaux. Ils demandent l'application d'un accord que le patron avait signé pour ne plus travailler le samedi matin sans diminution de salaire. La direction tente d'opposer ouvriers et paysans à propos du problème de la conservation des fromages qui appartiennent encore aux paysans. Les cadres sont venus froter les fromages pendant quelques heures (ils pèsent 80 kgs) et cherchent à les enlever.

De même, à la CTB (les bus de Besançon) la municipalité veut faire travailler les chauffeurs le soir jusqu'à minuit et

maintenant le dimanche toute la journée sans compensation. Avec leur syndicat CFDT, récemment créé, ils engagent la

Les travailleurs de Métal-Plastique continuent la lutte contre la fermeture de l'usine et ceux de Métal-Décor l'en-



lutte dimanche prochain. Là encore, la solidarité avec les autres travailleurs, clients des bus se pose.

gagent à leur tour contre le licenciement de 30 d'entre eux sur 80.

Par ailleurs, le patronat concentre sa répression contre les ouvriers combattifs et la CFDT : licenciement d'un délégué CFDT de l'usine Miserey, licenciements d'employés CFDT dans les centres d'éducation spécialisée de Rougemont et d'Etalans mais aussi contre un ouvrier CFDT d'Unimel sans parler des mises à pied et licenciements contre des ouvriers de Weil (cc.nfection).

Face au plan du patronat, la solidarité ouvrière s'impose.

Correspondant

**1 300 000 lignes téléphoniques en 1976
«les files d'attente seront toujours aussi longues».**

Aymar Achille-Fould, secrétaire d'Etat aux PTT annonçait vendredi plusieurs mesures concernant les CCP, le téléphone. Les découverts accidentels sur les CCP seront autorisés jusqu'à 500 F, il n'y aura plus de plafond pour le paiement à domicile des pensions des personnes âgées, sûrement que le plafond des pensions est suffisamment bas. Pour le téléphone, 1 300 000 lignes téléphoniques seront installées en 76, et 6 500 cabines publiques. Cette augmentation du nombre des cabines publiques, par rapport aux besoins est dérisoire, il suffit pour s'en rendre compte de voir les files d'attente dans les postes. C'est ce que nous avons fait.

Le bureau de poste est petit, ses locaux vétustes. Le quartier, dans l'un des arrondissements les plus populaires de Paris, est très peuplé, et l'on est loin d'y trouver le téléphone dans tous les foyers. Aussi, dès 10 heures du matin, c'est l'affluence dans le petit réduit où sont amassées les cabines téléphoniques. La «dame du téléphone» n'a pas le temps de discuter. L'épaule levée pour tenir un combiné, un autre à la main, elle trouve le moyen de composer un numéro. Un travailleur algérien essaie de tendre un papier : «C'est pour Bourmedès, près d'Alger...» Une heure d'attente pour l'Algérie... C'est trop long. Une dame à cheveux blancs s'impatiente : «Cela fait trois jours que j'essaie d'obtenir mon ancien bureau de Sécurité sociale, ce n'est jamais libre et, à chaque fois, j'y passe une heure !» Brusquement, plus personne devant le guichet. La téléphoniste en profite pour faire le

compte de ses jetons. «Cela arrive parfois, cinq minutes de répit en pleine affluence. Vous me dites que le ministre parle de rajouter des téléphones, mais je ne vois pas bien où il pourrait en installer dans le bureau, toute la place est déjà prise. Et pourtant, il y a de plus en plus de gens, rien que ceux qui cherchent du travail, ça se sent dans les queues.» Le cycle infernal reprend, déjà quatre personnes attendent...

Devant les taxiphones, chacun s'épie : c'est si difficile d'arriver aux cabines. Devant l'une d'elles où téléphone une jeune fille, une dame, mi amusée, mi en colère : «Elle téléphone certainement à son amoureux, la petite, pour être si longue !» La dame aux cheveux blancs n'a toujours pas eu sa Sécurité sociale... Si M. Achille Fould était là, elle lui dirait deux mots. Mais, celui-là, on ne doit pas souvent le voir dans un bureau de poste...

**Sollac - Florange - Ebange
Grève du service transport**

Vendredi 9, au poste du matin, les ouvriers des services transports se sont mis en grève contre le chômage partiel. Alors que la direction se refusait à toute négociation auparavant, au bout d'une heure de lutte les ouvriers ont obtenu satisfaction. La raison d'une victoire aussi rapide dans un service vient du fait que la direction a peur que le moindre mouvement ne fasse tâche d'huile car le mécontentement est grand. Le «Républicain Lorrain» n'en a pas parlé... «Il ne faut pas que ça se sache !»...

REPRISE A ESSWEIN-THOMSON -La Roche sur Yon-
Les travailleurs d'Esswein ont décidé dans l'amertume, vendredi dernier, à l'unanimité (sauf 4 voix), de reprendre le travail le matin. Ils n'ont pratiquement rien obtenu, sinon des miettes. On en était à la 6^e semaine de lutte.

Assurances en lutte

Une partie du personnel, 40 %, avec les sections CFDT et CGT de la Société Commerciale de réassurances, 37, rue de la victoire Paris IX^eme, premier réassureur français, un milliard et demi de francs actuels de chiffre d'affaire, 200 employés, 100 cadres, s'est mis en grève de solidarité le 8 janvier 1976 pour demander la réintégration de deux collègues licenciés arbitrairement. Parmi les motifs invoqués : *démoralisation du personnel et risque de contamination !!!*

Oyonnax

Sur les chantiers de Oyonnax, Sernin-Voltaire, Bellegarde, Sovereigny, Divonne-les-Bains, Lérousse, Sault-Brenaz, Vizille dans l'Isère, Dorton dans l'Ain, Decines (Lyon), le patron vient de licencier, le 17 décembre, une centaine d'ouvriers en prétextant des difficultés financières. En réalité, il s'agit d'une répression syndicale. Une première grève avait éclaté en septembre 74, les dortoirs, les locaux à Sernin-Voltaire étaient infestés par les rats, on ne pouvait pas rentrer dans les baraquements, on devait boire l'eau des bétonnières, en bref des conditions de logements dégueulasses. Ensuite, ils ont poursuivi pour les classifications en septembre 75, un nouveau conflit éclatait à la suite de trois licenciements abusifs. En face de la combativité des travailleurs de chez Blatrix, démantèlement d'un secteur, sous prétexte que les ouvriers de ce secteur ne sont pas productifs.

Parmi les ouvriers, il y en a qui ont plus de 17 ans d'ancienneté, l'inspecteur du travail a donné son accord légèrement à la décision du patron, mais les ouvriers ne l'entendent pas ainsi, ils refusent les licenciements. Actuellement, ils occupent les chantiers et la grève se poursuit.

Grève au foyer Semcoda

Cette grève a débuté fin novembre et se poursuit actuellement. Il y a eu des négociations qui ont échoué entre la chambre patronale d'Oyonnax, l'administration, l'Asti qui est l'association de soutien aux travailleurs immigrés. Samedi, est prévue une assemblée générale avec la participation de la CFDT, de l'Amicale des locataires, de l'Asti et les travailleurs en grève qui seront présents mais officiellement.

BROSSETTE EN GRÈVE

Marseille. Les 70 travailleurs des Etablissements Brossette sont en grève illimitée depuis lundi 5 janvier, à la suite de l'annonce des 24 licenciements. Nous reviendrons sur cette lutte demain.

Correspondant

DANS NOTRE COURRIER

**Salutations rageuses
d'un Roubaisien**

camarades,

J'ai un copain, père de 7 gosses, qui travaille dans une filiale Hutchinson à Roubaix. Il est délégué CFDT et délégué du personnel dans cette boîte. Avant les fêtes il y a eu un accident du travail : un ouvrier a eu 2 doigts bousillés. Mon copain, deux fois délégué, est donc allé voir tout de suite sur le lieu de l'accident ce qui se passait et a voulu faire la vérité sur cet accident. Ça n'a pas plu au patron : il a mis mon copain en instance de licenciement avec l'accord de 3 CGT, majoritaires lors du vote pour le licenciement. Tous les prétextes qui ont été invoqués pour licencier le camarade se sont trouvés contredits dans le rapport même envoyé par les «licencieurs» (patron, CGT, CGC) à l'Inspection du Travail. Et c'est normal puisqu'il n'y a aucune raison valable pour licencier le copain, si ce n'est le fait (et ça c'est devenu une

raison plus que valable pour les bourgeois) que mon copain est un ouvrier combattif, un délégué prenant sa tâche au sérieux.

Et il faut croire qu'à l'UL-CFDT, ça les embête aussi que le camarade soit combattif parce que cette UL n'a encore rien fait de sérieux pour le copain. Et pourtant les copains de la CFDT qu'on a rencontrés sont drôlement révoltés par ce licenciement.

Alors qu'est-ce que ça signifie tout ça. Des délégués CGT qui licencient et la CGT qui ne réagit pas, un délégué CFDT licencié et les dirigeants de l'UL qui dorment sur leurs deux oreilles, c'est quand même fort ça, non !

Il faut en parler dans le Quotidien.

Salutations rageuses
un roubaisien

PS : on vous communiquera la suite de l'affaire.

**Vet France : menaces
d'intervention de CRS**

C'est environ 50 grévistes qui étaient là, samedi matin, pour décider de ce qu'il fallait faire face à l'intransigeance du patron et à la menace d'expulsion prise par le tribunal des référés. L'expulsion par les forces de police pourrait intervenir lundi dès 10 h du matin. A ce sujet, l'idée répandue par la CGT, c'est : «Ils n'interviendront pas contre des femmes».

Jusqu'à vendredi, c'était les deux locaux de Vet-France Lisieux qui étaient occupés : celui de la rue du Général-Leclerc (façonnage) et celui du Pré d'Auge (coupe et entrepôt des tissus) ; mais dès vendredi après-midi, Lemmonier, secrétaire départemental de la CGT, faisait la proposition suivante au PDG : «Nous acceptons, afin de vous rencontrer, et d'engager les discussions sur les négociations, de libérer et de vous remettre en un premier temps les clés de l'usine de la rue du Pré d'Auge. Nous nous engageons également à quitter les locaux de la rue du Général-Leclerc durant la rencontre». Et cela alors que le patron met d'autres armes dans son camp, ainsi il est quand même venu de Limoges, non pas pour négocier, mais pour tenter de récupérer des grévistes qui «auraient été, malgré elles, entraînés

dans le conflit, celles-ci pouvant venir lui demander d'être réembauchées, les cas seront étudiés». De plus, il envoie ses fidèles cadres faire du porte à porte pour essayer de faire passer des grévistes dans le camp des non-grévistes. Il se refuse à reconnaître la déléguée syndicale, Chantal Lebel. Bien sûr, chacun ici, au meeting de samedi, se rendait bien compte de la tactique patronale. Pourtant, si la combativité de la cinquantaine de grévistes présentes au meeting, n'est pas entamée, des questions se posent : le patron a-t-il réussi partiellement sa tentative de division (il prétend maintenant qu'il y aurait 60 non-grévistes au lieu de 30 au début) s'il n'y a plus d'occupation, quel rapport de forces en faveur des grévistes existerait-il ?

Ne pas croire à une possible intervention des flics, c'est oublier un peu vite que, depuis des mois, pratiquement toutes les occupations (même avec des femmes, comme à Blaupunkt/Caen) on a vu l'intervention brutale des flics. C'est pourquoi il faut mobiliser tous les travailleurs de Lisieux, c'est la détermination et l'unité des ouvrières de Vet-France qui est décisive.

Correspondant Caen

SAHARA OCCIDENTAL

"NOUS SOMMES TOUS PRETS A MOURIR POUR ARRACHER L'INDEPENDANCE"

de notre envoyé spécial
G. CARRAT



«Si vous voulez, nous allons rencontrer les élèves de l'école». Nous sommes en plein désert. Devant nos yeux, c'est à l'horizon le sol nu ; il n'y a pas d'arbres dans cette région et même le bois est rationné au camp de Boujemaa, proche de Tindouf, auquel on a donné le nom d'un martyr. Dès notre arrivée nous sommes au cœur de la lutte du peuple sahraoui, de la volonté de ne pas être un peuple de réfugiés mais un peuple combattant.

là-bas, à quelques centaines de mètres, la milice est à l'exercice, avant de se rendre à son tour en cours. *«Ici, tout le monde va à l'école : ceux déjà âgés qui n'ont pas pu y aller à cause du colonialisme, les femmes, tout le monde doit savoir lire et écrire, connaître son histoire et sa géographie - celle du Sahara -, étudier la politique du Front, connaître les armes. Ici tous apprennent pour tenir le fusil, pour aller combattre avec le Front».*

«Parfois on dit que nous sommes des réfugiés mais nous ne sommes pas des réfugiés. Nous l'étions quand nous vivions au Maroc ou en Mauritanie mais aujourd'hui, nous sommes en zone libérée». Tout le camp rassemblé suit attentivement les paroles de la femme. Le peuple sahraoui s'organise sur son territoire pour défendre son pays. Il ne veut pas laisser la place aux envahisseurs. Ceux qui ont connu l'exil rentrent, viennent dans les camps rejoindre le combat de leurs frères, défendre le Sahara. De jour comme de nuit, les Sahraouis retrouvent leurs pistes sur cette terre qui est la leur et dont ils connaissent tous les recoins.

Parfois le désert, c'est une immensité, plate, aride sans presque une ombre à l'horizon, mais dans le Saguiet el Hamra, on trouve de nombreux replis de terrain : certaines régions sont d'importants massifs rocaillieux, peu élevés, mais très accidentés, qui ont été les bases de la résistance sahraoui dans les années 30. Le camp de NASR (victoire) au bord de la frontière mauritanienne, où nous nous rendons, est dans un de ces massifs. De loin en loin, des arbres,

des touffes d'herbes, parfois relativement denses, ont fixé une ligne de végétation : c'est le signe, disent les Sahraouis, qu'en creusant on peut trouver de l'eau et créer de nouveaux points d'eau permettant le développement de la vie.

A 15 minutes du camp de NASR, le long de la frontière, une vingtaine de tombes au pied d'un pic rocheux : ce sont les tombes des soldats français du poste installé sur le pic, il y a quelques dizaines d'années. «Là-bas, près de Novakchott, sont enterrés les corps de centaines de soldats que les groupes de résistance basés dans le Saguiet el Hamra ont combattus au cours des razzias (raids) contre les SANGA (nom donné par les Sahraouis aux postes militaires français), situés parfois à 100 ou parfois 200 kilomètres de leurs bases, pour récupérer des armes et protéger leur territoire. Ailleurs, ce sont les tombeaux des Portugais combattus dès le 15^e siècle, partout aussi les souvenirs des combats contre les occupants espagnols. Le Sahara, c'est tout un peuple qui s'organise pour lutter.

PARLER TOUS DE LA MÈRE MANIÈRE

Dans le camp de Nasr, les élèves sont rassemblés autour d'une simple carte tracée sur un tableau appuyé contre un rocher. L'instructeur explique la situation du pays, les convoitises des voisins. Les élèves désignent sur la carte les villages, les régions dont on parle.

Venus de tous les points du territoire Sahraoui, mais aussi de la Mauritanie, du Maroc où ils avaient été exilés, les Sahraouis apprennent à connaître ensemble leur histoire, leur pays. *«Nous n'avons aucun matériel, mais les élèves veulent apprendre, parce que tout le monde veut participer à la révolution»* explique un jeune responsable de l'enseignement. Il est venu de Mauritanie ; son père avait été exilé. Depuis 73 sa famille cotisait pour le Front ; un tiers de la maigre paye. Il est rentré en juillet 75 et a participé à l'organisation du camp. *«Tous les exercices que nous faisons sont un moyen d'accroître la conscience de tous. En calcul, nous faisons le compte des chèvres ; on recense les tentes, on suit la progression du camp. En rédaction, on décrit l'arrivée de nouveaux réfugiés, on se confère à leur histoire. Sur-tout, tous apprennent un langage commun, apprennent à parler avec les mêmes mots. Certains étaient dans les villes avec les espagnols, d'autres au Maroc, en Mauritanie ou en Algérie, et il faut que l'on connaisse bien chaque mot, pour que l'on parle tous de la même manière».*

NOUS AVONS TOUT SACRIFIÉ

Toute la vie des camps est dominée par la volonté de combattre, apprendre pour combattre, s'organiser pour combattre. C'est une prouesse quotidienne pour dominer les éléments. Dans les salles de classe, on entend sans cesse la toux de ceux qui ont des bronchites. *«Ce sont ceux qui viennent de l'intérieur et qui n'ont rien pu emmener, qui sont surtout touchés»* explique le responsable de l'hôpital. Sur les étagères de l'infirmerie, les médicaments sont rares ; tout manque pour soigner les trachomes, les diarrhées pro-

voquées par le froid et la nourriture déficiente, surtout chez les enfants en bas âge qui sont souvent vêtus d'un seul tricot. Et il fait froid jour et nuit, dans le désert.

Tout manque, les médicaments, mais aussi la nourriture. Les espagnols ont détruit l'essentiel de l'économie de subsistance traditionnelle. Pour son ravitaillement, le Sahara dépendait entièrement des Canaries. Maintenant, c'est le blocus. Le ravitaillement est le problème le plus urgent à résoudre, un souci constant. Parce qu'il est possible d'utiliser le passage par l'Algérie, les secours peuvent arriver.

«Depuis deux mois nos compatriotes ont fui l'invasion marocaine et mauritanienne ; rien n'est encore fixe. Lorsque nous aurons pu assurer les moyens de défense permettant la stabilité sur certains points, nous créeront les moyens d'une agriculture indépendante. La commission économique du front commence à réfléchir à ce problème» nous dit Lamine responsable du front aux relations extérieures, au camp de Mulecta : *«des expériences sont en cours».*

Chaque jour, à chaque repas, c'est autour d'un plat de riz que l'on se rassemble sous les tentes du désert. Au camp de Boujemaa, dans la cuisine, elle aussi creusée dans les collines de pierres et de sables, on fabrique du pain avec de la farine envoyée par les secours internationaux, mais sans sel. Il n'en est pas encore arrivé. A Mulecta, relativement proche de la frontière, nous aurons encore du pain ; mais ailleurs, jamais. *«Nous avons tout sacrifié, nous avons quitté*

nos maisons, notre confort ; nous n'avons pas de tentes, nous n'avons rien à manger, nous sommes venus là pour libérer notre pays. Maintenant le monde entier sait qu'il y a un peuple qui défend son pays et que nous sommes tous prêts à mourir pour arracher l'indépendance».

Devant l'assemblée générale, réunie autour du drapeau sahraoui, cette femme dit la détermination de tous : *«Le peuple sahraoui ne se laissera pas arracher à sa terre !...»*

HASED BOUJEMAA MARTYR RÉVOLUTIONNAIRE

«Hased, tu t'es sacrifié, Comme le plus grand de la famille du Saguiet... Tu n'as pas parlé sous la torture, Tu as montré le chemin exemplaire...»

Le comité culturel du camp a écrit un chant qui retrace l'héroïsme de Hased Boujemaa, mort le 19 juillet 1975, à 25 ans, sous la torture espagnole. Il avait rejoint le Front Polisario dès le mois de décembre 1973. En été 75, à la suite de manifestations dans tout le pays, il fut frappé à coups de fouet et de cordes mouillées et ses blessures furent arrosées d'alcool que les bourreaux enflammèrent alors. Malgré ces tortures, il mourut au bout de 7 jours, sans avoir parlé.

Les Espagnols voulurent cacher sa mort et brûler son corps à 20 kilomètres de la ville. Dès que la nouvelle fut connue, une manifestation s'organisa. Le gouverneur espagnol offrit à sa mère 350 000 pesetas. *«Il n'est pas mon fils, mais celui du peuple. Le peuple seul peut apprécier sa valeur»* répondit la mère. Des milliers de personnes suivirent l'enterrement de Hased. Ce fut une grande manifestation patriotique, face aux forces de répression fasciste.

D'autres camps portent le nom de martyrs révolutionnaires comme Abderramane Abdallah, mort à Djeria, le 8 mai 74, comme Bechir Haroui, et bien d'autres.

ICI TOUT LE MONDE VA A L'ÉCOLE

Là, au milieu du désert, il n'y a qu'un long bâtiment en pierres sèches de 4 pièces, puis plus loin le bâtiment de l'hôpital : 2 pièces. Des tentes sont disposées en plusieurs campements tout autour, et devant le long bâtiment, une file de tentes carrées bleues, don du croissant rouge algérien, destinées à abriter ceux qui arrivent de El Ayoun, Jdeiria, Farsia, sans rien. *«Il n'y a que quelques jours que nous les avons reçues ; avant nous n'avions rien pour ceux qui n'en avaient pas».*

Le camp n'a rien, mais l'école est organisée ; mais

Les 40 ou 50 élèves du camp de Boujemaa sont répartis dans les salles de classe qui ont été creusées dans le sol. On accède par un tranchée dans certaines d'entre elles, et l'on peut passer à côté sans même les remarquer. Un simple tableau sur lequel l'instructeur a inscrit le problème de calcul, dans le CM1, la leçon de grammaire arabe dans le cours élémentaire, constitue le seul mobilier. Pas de tables, peu de chaises, pas de cahiers : tous les élèves sont assis à même le sol et doivent lire à haute voix pour apprendre le cours et aussi apprendre à lire arabe. Sous la tente, en plein air, partout, dans tous les camps, des écoles sont organisées.



A l'infirmerie du camp Hased Boujemaa CHAQUE MATIN ON VISITE 300 MALADES

L'hôpital est un petit bâtiment de deux pièces, en pierres sèches. Dans l'une d'entre elle, est organisée la salle de consultations. Un drap tendu en travers de la pièce sépare la salle d'attente des consultations. Au mur, des étagères sur lesquelles les médicaments sont très peu nombreux. La responsable de ce poste médical est une jeune espagnole qui a abandonné ses études de médecine pour venir ici participer à la lutte du peuple sahraoui : *«les amis du peuple sahraoui, en Espagne, doivent organiser la solidarité dans le peuple espagnol»* dit-elle. *«Mais, je suis venue ici parce qu'il y avait de grands besoins au niveau sanitaire».*

Avec elle, il y a 4 infirmiers. A la demande du Front, l'hôpital de Tindouf a dispensé une formation de 4 mois, pour penser les blessés, faire des piqûres, etc... Il est décidé d'organiser des cours théoriques pour eux,

en dehors des heures de travail. *«Mais c'est très difficile, car nous avons peu de temps. Chaque matin, nous voyons environ 300 personnes et nous allons dans les différents troïat (campement) visiter ceux qui ne peuvent pas se déplacer. Nous avons une soixantaine de petits malades à visiter».*

Elle doit interrompre la conversation car une femme vient d'arriver pour la consulter. On l'ausculte, on emploie le stéthoscope. Elle sourit. La camarade espagnole dit aux infirmiers de lui donner du charbon ; mais il n'y en a presque plus. Les maladies pulmonaires sont nombreuses. *«Avec l'aide du croissant rouge algérien, nous vaccinons tous les enfants ; ainsi, nous avons évité des épidémies de coqueluche qui auraient été catastrophiques. Quant ils sont vaccinés,*

on leur remet un carnet : c'est un début d'organisation sanitaire».

Nous essayons d'étendre à tous l'éducation sur l'hygiène. Dans les réunions, nous mettons à l'ordre du jour, cette question. Les instructeurs participent à cette campagne. Nous avons organisé des tours de rôle pour les toilettes. Un jour, elles sont réservées aux femmes, un autre, aux hommes». *«C'est une camarade comme une autre ; elle fait partie de notre peuple»* dit un jeune infirmier qui travaille avec elle. Lui, est venu ici depuis 6 mois.

Il a rallié le Front au moment de la visite de l'ONU. Mais avant lui, ses deux frères avaient rejoint le Front, et sa famille avait été poursuivie par les Espagnols. Il est devenu infirmier parce que le Front le lui a demandé : *«S'il le faut, je ferai autre chose, j'irai ailleurs».*

bloc-notes

l'indemnisation des chomeurs

les travailleurs âgés de 60 ans et la Garantie de ressources

Le reclassement d'un travailleur en chômage après 60 ans étant pratiquement impossible, les luttes des travailleurs ont réussi à arracher au patronat un accord de «garantie de ressources» ou de complément de ressources.

LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION.

La Garantie de Ressources est accordée au salarié :

* licencié à partir de 60 ans ou au terme d'un contrat à durée déterminée.

* justifiant de 10 d'affiliation à la Sécurité Sociale dont une année continue d'appartenance au régime Assedic au cours des 5 dernières années. C'est cette dernière condition qui élimine un certain nombre de travailleurs touchés par le chômage et la maladie n'ayant pas une année continue d'appartenance à une entreprise cotisant à l'Assedic dans les 5 dernières années.

* après un certain délai d'attente où il touche les allocations Assedic à 40 % : a) 6 mois pour les licenciés entre 60 et 61 ans, b) 3 mois pour les licenciés entre 61 et 65 ans.

* enfin les «licenciés pour raison économique» à condition de remplir toutes les conditions spécifiques d'attribution de la Garantie de Ressources bénéficient dès l'âge de 60 ans automatiquement des 70 % quelle que soit la durée pendant laquelle ils ont perçu les 90 %.

* n'ayant pas fait liquider sa retraite de Sécurité Sociale. Si le travailleur perçoit une

autre pension au titre d'une caisse de retraite complémentaire celle-ci sera déduite du complément de ressources afin que le total pension + Aide publique + Allocation Spéciales (normales à 35 %) + complément de ressources soit égal à 70% de la moyenne mensuelle des salaires bruts des 3 derniers mois travaillés.

Un salarié de 60 ans qui touche les allocations au taux normal (40 ou 35 %) à la suite d'un «départ volontaire» reconnu comme légitime par la Commission Paritaire des Départements Volontaires pourra percevoir le complément de ressources s'il y a «contestation sérieuse quant à l'initiative de la rupture de son contrat de travail». La décision d'attribution de la Garantie de Ressources appartient à une Commission Paritaire Spéciale. Il convient donc que le salarié de 60 ans

Un salarié licencié avant 60 ans peut aussi bénéficier de



la garantie de ressources ou complément de ressources si lors de son 60^e anniversaire il touchait les allocations soit au régime normal soit à titre de prolongation. Attention, la prolongation maxi est de 18 mois. Mais pour arriver à 60 ans sans épuiser ses prolongations un travailleur peut se faire mettre en Sécurité Sociale. A noter que les prolongations sont accordées essentiellement sur la base des efforts fournis par le travailleur pour retrouver un emploi (essentiellement les démarches)

ou presque considéré comme démissionnaire apporte la preuve que son patron l'a poussé à démissionner ou que son état de santé ne lui permettait plus d'exercer son métier. Le salarié pourra toujours invoquer son âge, la baisse de rendement, etc... Dans tous les cas il aura intérêt à consulter son syndicat.

Le régime de la garantie de ressources peut sembler relativement avantageux mais toucher 70 % du SMIC ne permet pas de vivre.

télévision

VENDREDI SUR TF 1

une pièce mal ficelée

Des 39 (1) comédies écrites par Georges Feydeau, TF 1, vendredi, ne nous a pas servi la meilleure. Ce «Fil à la patte» cousait vaille que vaille une intrigue plate comme une galette des Rois : à quelques heures de son mariage avec une «jeune fille comme il faut», Fernand de Bois d'Enghien ne sait comment rompre avec sa maîtresse Lulu, chanteuse de café-concert aux mœurs moins rigides que son corset, une «demi-mondaine» comme on disait alors.

Le théâtre de Feydeau, c'est celui de la «Belle Époque», théâtre à succès parce que théâtre servile, reflet indulgent d'une classe de rentiers désœuvrés qui s'ennuient et s'amuse. Tout tourne autour de l'adultère, pilier de la morale bourgeoise. Le rire naît d'un mécanisme comique qui se répète dans chaque pièce de Feydeau avec quelques variantes. Qui-proquos, jeux de scène et jeux de mots, coïncidences saugrenues, hasards complaisants qui provoquent rencontres ou fuites éperdues, personnages grotesques, le tout sur un rythme

rapide destiné à faire passer la grosseur des procédés. Ce théâtre fait donc la part belle aux numéros d'acteurs : Robert Hirsch, dans celui d'un Bousin clerc de notaire et chansonnier miteux à ses heures était la démonstration éclatante de ce jeu qui pour passer la rampe doit forcer les effets.

Hirsch-Bousin a provoqué le plus de rires car, dans ce monde de marionnettes sans substance, il était le pantin le plus achevé. La seule victime en définitive des imbroglios imaginés par Feydeau, c'est aussi, comme par hasard, le seul à ne pas appartenir à la classe des Bois d'Enghien. Le public de l'époque ne pouvait qu'apprécier cette ultime courbette.

Tenter aujourd'hui d'imposer aux téléspectateurs ce genre de comédie bourgeoise montre assez dans quel esprit nos programmeurs tiennent les travailleurs. Distraction «culturelle» du niveau de Guy Lux, ce «Fil à la patte» était trop mal ficelé pour nous embobiner.

Claude ANCHER

Tiercé : va-t-on tuer la poule aux œufs d'or ?

Voici un peu plus d'une semaine, la mise unitaire passait à 5 F. Après une chute assez brutale de la recette (24 %), le 1^{er} janvier, celle-ci remonte quelque peu. Il n'empêche que le nombre de tickets - donc de parieurs - a sensiblement diminué, confirmant la tendance déjà enregistrée avant l'augmentation. Se nourrissant de l'argent de nombreux travailleurs, le PMU subit à son tour les contre-coups de la crise. Peu importe au gouvernement, qui prélève un tiers de la recette. Son objectif prioritaire : limiter le déficit budgétaire en 76. Il semble aussi vouloir liquider en douce l'actuelle direction du PMU, pas assez docile à son goût. Celle-ci en est venue à demander aux employés, par le canal discret de la CGC et de FO, de faire grève pour le défendre. Les travailleurs ne s'y sont pas laissés prendre. Mais il faut rester vigilant face aux menaces de licenciements qui subsistent.

correspondant PMU

programme

LUNDI 12 JANVIER

- TF 1
- 18 h 45 - A LA BONNE HEURE Savoir acheter de la viande
 - 18 h 45 - POUR LES JEUNES
 - 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
 - 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES Les jeunes agricultrices
 - 19 h 45 - LA VÉRITÉ TIENT A UN FIL d'après M^e Floriot
 - 20 h 00 - JOURNAL
 - 20 h 30 - LA PRINCESSE DE CLEVES Film français
 - 22 h 20 - DÉBAT : Les femmes et la vertu
 - 23 h 20 - JOURNAL et fin

- A 2
- 18 h 30 - JOURNAL
 - 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
 - 19 h 45 - Y'A UN TRUC
 - 20 h 00 - JOURNAL
 - 20 h 30 - LA TÊTE ET LES JAMBES Jeu de P. Bellemare
 - 21 h 45 - PORTRAIT DE L'UNIVERS Le langage du corps
 - 22 h 45 - JOURNAL et fin

- FR 3
- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
 - 19 h 00 - POUR LES JEUNES
 - 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
 - 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
 - 19 h 55 - FLASH JOURNAL
 - 20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
 - 20 h 30 - FLEUR D'OSEILLE
 - 22 h 15 - JOURNAL et fin

MARDI 13 JANVIER

- TF 1
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
 - 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
 - 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES l'adoption
 - 19 h 45 - LA VÉRITÉ TIENT A UN FIL d'après M^e Floriot
 - 20 h 00 - JOURNAL
 - 20 h 30 - L'ÂME D'UN POÈTE NOMME CHARLES TRENET
 - 21 h 40 - 1976 : QUELLES PERSPECTIVES POUR L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI ?
 - 22 h 40 - PLEINE PLAGE
 - 23 h 20 - JOURNAL et fin

- A 2
- 18 h 30 - JOURNAL
 - 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
 - 19 h 45 - Y'A UN TRUC
 - 20 h 00 - JOURNAL
 - 20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN Pamela - Débat : L'énigme du Temple et Louis XVII
 - 23 h 20 - JOURNAL et fin

- FR 3
- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
 - 19 h 00 - POUR LES JEUNES
 - 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
 - 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE Le comité de soutien à l'armée
 - 19 h 55 - FLASH Journal
 - 20 h 30 - LES CANONS DE CORDOBA Film américain (1970)
 - 22 h 00 - JOURNAL et fin

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE de Jean-Paul Gay et Guy Mory

Il y a tout juste 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

PLUS D'UN SIÈCLE DE LUTTES DANS LES MINES

MAI 1941

Le 26 mai, suite à une décision des compagnies de contrôler plus étroitement le rendement individuel des mineurs, ceux-ci entrent en grève. 3 jours plus tard, ils seront 100 000 dans la grève, tous ceux du Nord et du Pas de Calais, soutenus activement par leurs femmes. Cette fois, les mineurs se sont organisés pour protéger leurs chefs, pour organiser des piquets de grève dans les puits, dans les corons. Le mouvement est parti cette fois encore, du

puits Dahomey, à Montigny-en-Gomelle, lorsqu'au fond de la mine, les mineurs réunis par des militants par quartier, à chaque étage, se sont prononcés pour la grève, l'air comprimé qui alimente les marteaux-piqueurs est arrêté et les tuyaux d'aération sont utilisés pour propager le mot d'ordre : «C'est la grève !»

A midi, tous les mineurs se retrouvent aux lavabos. Là, ils font le point et attendent ceux du poste de l'après-midi pour étendre la grève. Le cahier de revendications, présenté par Michel Brûlé, est adopté à l'unanimité : «ravitaillément mieux assuré, notamment pour le pain et les pommes de terre. Aug-

mentation de la portion de pain, 800 gr. pour chaque ouvrier. Augmentation du savon : 500 gr. de savon noir et une savonnette par semaine. Augmentation des tickets et portions de margarine. Salaires en rapport avec le coût de la vie. Reclassement des démobilisés, retour de captivité et obtention d'un rapel. Revendication des mêmes avantages, cartes spéciales margarine, savon, etc... pour les ouvriers du jour comme pour ceux du fond. Bénéfice et paiement de la mère au foyer pour nos camarades étrangers. Respect des règles de sécurité. Cessation des brimades, des amendes, des heures au fond non payées en guise de punition. Paiement de 2 semaines d'évacuation et de la demi-heure supplémentaire. Hausse de la retraite des ouvriers mineurs.

Le 27 mai, le mouvement s'étend aux concessions de Dourges, Courrières, Drocourt, Oignies, dont le puits qui compte 95% des mineurs polonais, Carvin, l'Escarpelle ; le 28

mai, à Béthune ; le 29, à Liévin ; le 3 juin, à Lens, Bruay, Nœux, Auchel, Marles, Signy...

Grâce à la solidarité des cheminots des mines, le chemin de fer des mines, avec les nombreuses voies qui relient les divers puits et services du bassin, sert d'organe de transmissions pour propager le mot d'ordre de grève, pour unifier le mouvement.

LES FEMMES DES MINEURS DANS LA LUTTE

Dès les premiers jours de la grève, les femmes tiennent une place de premier plan. Elles organisent elles-mêmes leurs propres manifestations de rues, sur des mots d'ordre, reprenant les revendications de leurs maris. C'est ce qui se passe le 29 mai, à Hénin-Liétard, où la manifestation est dirigée par Emilienne Mepty. Même chose, le 4 juin à Harnes, avec Esther Brun, Euphémie Zartkiowski, et bien d'autres, à la tête de la manifestation. Les femmes défilent en tenant par,

la main leurs enfants, en bas âge. Elles réclament : «Du pain ! Du beurre ! De la viande ! Du savon !...»

A Harnes, elles partent 300, par la route de Fouquières-Lens, elles se dirigent vers les grands bureaux de la Compagnie des mines de Courrières à Billy-Montigny. Avec des femmes venues de Billy-Montigny, d'Hénin-Liétard, de Montigny-en-Gomelle, de Méricourt-sous-Lens, elles se retrouvent bientôt 2 000 qui vont affronter les soldats allemands chargeant baïonnette au canon. Les femmes crient : «Vive la grève !» et «Pas de galette pour l'ennemi !». Les nazis découvrent que la population minière fait bloc contre eux. Pour les femmes, la liaison entre la bataille pour le ravitaillément et la bataille contre l'occupant, devient de plus en plus claire. Ces manifestations des femmes galvanisent la population des cités, elles encouragent les hommes dans leur lutte.

(à suivre)

Beyrouth :

on veut étrangler la Résistance

«Le Liban demeurera uni, où il devra revenir à la Syrie»; «Toute intervention syrienne au Liban... ne peut laisser Israël indifférent»; «Les Etats-Unis sont opposés à toute ingérence extérieure au Liban par quelque pays que ce soit, y compris la Syrie et Israël».

En quelques jours, ces trois déclarations sont peut-être venues tracer le schéma de la cinquième guerre au Moyen-Orient : division du Liban par les forces réactionnaires des «phalanges», intervention syrienne, intervention sioniste, intervention américaine (pas forcément sur le terrain), et intervention soviétique qui aurait inévitablement lieu.

Ainsi, le Liban, plongé dans une violente guerre civile, apparaît aujourd'hui provisoirement comme le centre des contradictions au Moyen-Orient. Dans les rues de la banlieue-est de Beyrouth, des combats d'une violence sans précédent continuent en effet à opposer les phalanges et les milices du ministre de l'intérieur, Chamoun, aux combattants de la Résistance Palestinienne et aux forces libanaises patriotiques. La cause immédiate des combats, c'est le blocus des camps palestiniens de Tell el Zaater et Jisr el Bacha, par les milices réactionnaires qui ont tenté de les affamer.

En même temps, a lieu aujourd'hui à New-York la session du conseil de sécurité de l'ONU qui doit traiter du Moyen-Orient en présence de l'OLP. Dans la semaine, l'Égypte a fait connaître qu'elle s'opposerait à toute modification

Le sens de la manœuvre a été clairement énoncé, vendredi, par l'organe des phalanges : «C'est ici que la révolution palestinienne mourra».



Voilà qui éclaire crûment le sens de la guerre civile libanaise.

Le Liban, c'est aujourd'hui essentiellement, d'un point de vue régional, la principale base arrière de la résistance palestinienne. La tentative pour impliquer l'Organisation de Libération de la Palestine dans le conflit intérieur libanais, l'affaiblir et la détourner du combat contre l'ennemi sioniste est au cœur de la crise libanaise.

En même temps, a lieu aujourd'hui à New-York la session du conseil de sécurité de l'ONU qui doit traiter du Moyen-Orient en présence de l'OLP. Dans la semaine, l'Égypte a fait connaître qu'elle s'opposerait à toute modification



tion des résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité qui consacrent l'existence de l'Etat sioniste. La manœuvre est claire, et provient visiblement, après le rapprochement égypto-US, du même inspirateur américain que les provocations des forces réactionnaires au Liban. Il s'agit d'un côté, d'affaiblir la résistance, pour lui imposer, d'un autre, la renonciation à son objectif fondamental : l'état démocratique et laïque sur toute la terre de la Palestine, qui suppose la

destruction de l'Etat sioniste.

De son côté, l'URSS, plus discrète ces derniers temps sur cette scène, n'en poursuit pas moins ses manœuvres : une fois de plus, elle vient de proposer la réunion de la conférence de Genève, fondée sur ces mêmes résolutions de l'ONU, et qui poursuit dans le fond les mêmes objectifs.

Cependant, la Résistance a fait connaître sa position sur ces deux questions. Pour le Conseil de Sécurité, elle refuse de pendre en considération tout autre texte de l'ONU que la résolution 3236 en octobre 74 par l'assemblée générale, qui traite des droits du peuple palestinien et refuse de consacrer l'existence de l'Etat sioniste. En ce qui concerne la situation au Liban, la Résistance, tout en proclamant sa décision de forcer le blocus des camps, s'est déclarée «prête à saisir toute occasion pour la cessation des combats».

Au moment où les nuages s'accroissent, il est particulièrement important que tous les amis du peuple palestinien se mobilisent pour faire face au complot de liquidation, dont l'ampleur est sans précédent depuis le septembre noir de 1970 en Jordanie.

Jean LERMET

Le quotidien du peuple



Pékin : sur les murs de la ville, l'édition du journal chinois «Le Quotidien du Peuple» annonçant la mort du camarade Chou En Lai. Sur les visages des travailleurs, on peut lire la peine que leur cause la nouvelle. C'est un million de Chinois qui ont fait cortège hier à l'urne où reposaient les cendres du grand révolutionnaire.

OUA : réunion sur l'Angola

Le sommet de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) s'est ouvert samedi 10 janvier, pour prendre une position sur l'Angola. Deux positions s'affrontent avec vigueur : d'une part, la reconnaissance de la République Populaire d'Angola établie par le MPLA, reconnaissance déjà établie par 18 des 46 membres de l'OUA. D'autre part, un appel au retrait de toutes les forces étrangères présentes en Angola, les racistes Sud-Africains aussi bien que les troupes soviétiques et cubaines.

Les 46 membres de l'OUA sont unanimes à condamner l'intervention des racistes Sud-Africains. C'est un point extrêmement important et positif. Si l'unanimité n'est pas totale sur l'ensemble de l'analyse de la situation en Angola, la raison en est claire : c'est celle de la nature de l'intervention soviétique, de la nature du social-impérialisme. Une super puissance qui prétend soutenir les aspirations du peuple angolais à l'indépendance et a déclenché une sanglante guerre pour ses profits et ses intérêts impérialistes.

PAR TÉLÉPHONE

DE MADRID

MÉTRO

Les 3 000 travailleurs du Métro se sont constitués en Assemblée permanente dans l'église Notre-Dame de Moratalaz, à partir de 10 H du matin, jusqu'au soir. Leurs représentants sont envoyés pour négocier avec la Direction du Métro, qui a finalement accepté d'abord leurs principales revendications :

- aucune représsaille contre les travailleurs,
 - l'augmentation en plus de la Convention Collective dès maintenant.
- Si la direction ne tient pas n'importe quel de ces points, les travailleurs se remettront en grève : c'est une promesse que les représentants des travailleurs ont dû faire devant leurs 3 000 camarades présents à l'assemblée. Cependant, dans une déclaration publique, les porte-paroles des travailleurs ont décidé la rentrée le lendemain, «pour éviter aux madrilènes les graves problèmes que leur grève produit».

Cette grève est considérée comme une des plus importantes depuis longtemps, et on doit remarquer l'unité des travailleurs et leur fermeté, qui a obligé la direction à reculer. (D'abord, la direction prétendait qu'elle ne négocierait pas tant que les travailleurs ne reprendraient pas le travail).

MÉTALLURGIE

GETAFE : On peut parler

Partout des grèves, l'Espagne debout !

de grève générale en toute la zone. Même des petits ateliers ont débrayé. Dans des grandes usines, tel que Kelvinator, Electromecanica et John Deere, la direction a décidé le «lock-out». Dans Wacios, entreprise de 167 travailleurs, 117 d'entre eux ont été renvoyés.

Sur la place de la ville (banlieue de Madrid), a eu lieu une manifestation, à 7 h du soir, qui groupait de 10 000 à 15 000 personnes, ayant été dispersées par la police avec des grenades lacrymogènes en quantité telle que l'atmosphère restait irrespirable pendant plusieurs heures.

De nombreux «commandos» (groupes de personnes qui crient des slogans et font des actions très rapides : distributions de tracts, interruption du trafic, etc...). Les voisins, de leurs fenêtres et balcons encourageaient les manifestants. Le village était pratiquement encerclé militairement par les forces de la garde civile et la police («grises»).

STANDARD ITT : Lock-out dans toutes les usines de cette compagnie multinationale, excepté celle de Barajos (Laboratoire de Recherches). Cette mesure a atteint même les usines de Standard à Barcelone, Valence, Valdemoro (près de Madrid) et Tolédo.

CHRYSLER-ESPAGNE : (zone de Villaverde) les travailleurs (8 000) se sont enfermés dans les locaux de l'entreprise. D'autres travailleurs de la zone, qui préalablement se sont concentrés à la place de Villaverde (Standard, Marconi ITT, Boetticher et Wer, environ 12 000 où ils ont eu une assemblée) arrivent à Chrysler. Au moment de l'arrivée, la police qui entourait l'usine, commence à charger contre ceux qui arrivent, en lançant des grenades lacrymogènes. La police politique qui y était, prend ses pistolets à la main. Tout cela pour empêcher les travailleurs qui étaient dedans de se réunir avec ceux qui s'approchaient. La charge est tellement brutale que les travailleurs commencent à se défendre de la police en jetant des cailloux, ainsi que les voisins de la zone qui étaient présents au «spectacle». Les portes des maisons proches s'ouvrent à ceux qui se sauvent de la police.

Des travailleurs de Standard ITT, Chrysler, Casa, Marconi, Intelsa, et d'autres de la métallurgie, ainsi que des téléphones, des transports, du bâtiment ont manifesté environ 10 fois en deux heures à travers la place d'Espagne, Callao, devant le Ministère de la Justice et les alentours de toutes ces rues.

BANQUE

MADRID : Débrayages

pendant deux heures dans six banques, et une heure et demie, dans sept autres.

Vers 15h, environ 6 000 travailleurs manifestent devant la banque de Viz-



caya à la rue d'Alcala (une des plus importantes). La manifestation est dissoute avec des grenades lacrymogènes. Le trafic est interrompu tantôt à cause de manifestants, tantôt à cause de l'énorme quantité de gaz accumulé. Pendant une heure et demie, il y a eu des «commandos» dans diverses rues du centre de Madrid. Des assemblées et des meetings dans tout le reste des banques madrilènes.

VALLADOLID : Il y a eu des arrêts dans plusieurs banques.

BÂTIMENT

MADRID : 10 000 à 15 000 ouvriers du bâtiment en grève. Le calcul exact est très difficile à cause de la dispersion des chantiers. Dans quelques chantiers, les ouvriers ont été expulsés par la police. Parmi les



chantiers arrêtés, il y a : Zone de Ventas, Legazpi, Coslada, San Blas, Ministère de l'Industrie, Fuenlabrada y Mostoles. A Mostoles la grève a été totale, et les ouvriers ont marché vers Madrid en manifestation par la route qui sépare Mostoles de la capitale, et qui ensuite s'est unie à la manifestation de Grande Vie.

Dans le syndicat, s'est constituée une assemblée permanente des ouvriers du bâtiment. Quelques «représentants» syndicaux fascistes se sont enfermés avec les ouvriers, pratiquant la démagogie des syndicats qui ne sa-

vent quoi faire devant cette situation.

TÉLÉVISION ESPAGNOLE

Assemblée d'environ 500 travailleurs pour être informés par leurs représentants. L'information était interdite jusqu'à maintenant. De toute façon, plusieurs «chefs» ont essayé d'empêcher l'assemblée. Ce conflit a été ignoré par la presse jusqu'à présent.

MADRID : La Fédération d'Associations de Voisins de Madrid (environ 40 associations) a convoqué une concentration devant le ministère de l'éducation pour protester contre la suppression des cours pendant les derniers jours, et en solidarité avec les travailleurs du métro.

CADIX : (Jerez de la Frontera) Manifestation des ouvriers agricoles et chômage.

SEVILLA : (Moron de la Frontera) Presque 100 chômeurs s'enferment dans une église. (la situation du chômage en Andalousie est terrible)

Un certain nombre de nouvelles de luttes nous sont parvenues d'Espagne, que seule la place nous empêche de publier. Nous tâcherons d'en rendre compte ces prochains jours.